

Les répercussions de la baisse du cours des hydrocarbures sur l'économie algérienne

Dr GODIH Djamel Torqui, Université de Mostaganem
Dr LAZREG Mohammed, Université de Sidi Bel Abbés

RESUME :

La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. L'économie algérienne ne peut pas prospérer durablement avec cette épée de Damoclès au-dessus de notre environnement économique. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire, elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de notre population. L'Algérie doit passer à une économie productive non rentière. Cette transition économique doit aller de pair avec la transition énergétique et la transition culturelle au sens d'un projet de modernité. L'objectif principal de notre article est le suivant : Il s'agit pour nous de

المخلص:

إن الانخفاض المتسارع في أسعار البترول في أسواق العالمية، قد أتى ليظهر مرة أخرى الهشاشة القصوى، الذي لا يستطيع تحت ظل هذه الضربات أن يزدهر بصفة دائمة. إن بناء اقتصاد متنوع و قليل التبعية لقطاع الإنتاج و تصدير المحروقات أصبح أمرا حتميا، فتنوع في الاقتصاد لا بد منه إذ يعتبر المنفذ الوحيد الذي يسمح بخلق مناصب شغل جديدة و موارد أساسية لأجل ضمان احتياجات الأفراد. فعلى الجزائر، أن تنتقل إلى قطاع منتج غير ريعي. هذا الانتقال الاقتصادي عليه أن يتمشى في آن واحد مع الانتقاليين الطاقوي و الثقافي تحت مفهوم مشروع حديث. الهدف الرئيسي من هذه الورقة البحثية هو : إذا تمكنت الدول المتقدمة من فرض سيطرتها و تنويع اقتصادها فهذا كله تأتي لها من خلال تطبيق استراتيجية. على هذا الأساس و

mettre en relief un message central. : Si les pays développés ont réussi à asseoir leur domination et diversifier leur économie ; c'est grâce à la stratégie. D'où la nécessité pour l'Algérie d'opérer les changements nécessaires et attendus de manière à constituer une économie émergente, diversifiée, compétitive, moins dépendante du secteur des hydrocarbures.

Mots clés : Stratégie –
Performance – Prospérer –
Diversification.

على هذا المنوال يجب علي الجزائر أن
تحدث تغييرات و تغييرات منتظرة لأجل
إنشاء اقتصاد متنوع ، تنافسي ، قليل التبعية
لقطاع المحروقات.
الكلمات المفتاحية : الاستراتيجية – أداء –
الازدهار – التنويع.

Introduction :

La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. Des fluctuations, somme toute naturelles et prévisibles du marché international d'une matière première ; prennent tout à coup les allures d'une réelle menace, du fait du poids écrasant des hydrocarbures au sein de notre économie. Cette réalité brutale, qui réveille le souvenir d'une crise similaire vécue en 1985 et des conséquences dévastatrices qu'elle a engendré au plan politique, économique et social, nous interpelle tous, citoyens comme institutions sur les risques graves auxquels notre économie continue imprudemment de s'exposer, du fait de sa trop faible diversification . Vingt années après le douloureux plan d'ajustement structurel du FMI en 1994, c'est encore une fois tout l'édifice économique national qui est exposé aux aléas du marché international d'une matière première. L'économie algérienne ne peut pas prospérer durablement avec cette épée de Damoclès au-dessus de notre environnement économique. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire, elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de

notre population. L'une des priorités économiques face à une crise énergétique internationale dans un contexte marqué par l'incertitude et l'instabilité des marchés énergétiques est de réaliser au plus vite la transition d'une économie de rente qui est une grave menace pour notre avenir socio-économique à une économie hors hydrocarbures plus pérenne. L'activité économique en Algérie n'est pas entièrement dirigée par les lois et les concepts économiques, ce qui veut dire que l'économie de notre pays n'est pas gérée, elle est maintenue grâce à la rente pétro-gazière. Aussi, le caractère rentier systémique de l'économie algérienne, dominée par les hydrocarbures. Un bien qui ne nécessite pas la mise en place d'un processus de production très exigeant et qui ne dépend pas directement des efforts de la société, mais dont la fixation du prix du baril de pétrole dépend bel et bien de l'extérieur, c'est-à-dire des fluctuations du marché international¹. Cette situation explique à bien des égards la grande préoccupation de l'Algérie, confrontée aujourd'hui à la chute du prix du pétrole. Ces évolutions à la hausse ou à la baisse sont des évolutions économiques, mais elles ont cependant des répercussions économiques. Il en ressort ainsi les faibles performances de l'économie algérienne du fait que notre pays reste mono-exportateur : les recettes des hydrocarbures dominant à 98% et nous sommes structurellement importateurs à 70% de nos besoins. En outre l'économie informelle représente aujourd'hui près de 50% du PIB, la balance commerciale et la balance des paiements hors hydrocarbures sont largement déficitaires, le secteur public économique qui reste sous perfusion et ne contribue qu'à hauteur de 20% environ de la valeur ajoutée de l'économie nationale.

L'économie algérienne a besoin d'entreprises performantes. Le retard pris dans ce domaine est considérable et les politiques économiques actuellement en œuvre restent largement en deçà du défi qui nous impose de créer rapidement des champions. Des entreprises compétitives qui récupèrent leurs parts de marchés intérieurs et qui engagent la bataille de la conquête de débouchés extérieurs.

Nos entreprises qui restent fortement dépendantes de l'importation des biens de consommation intermédiaires(matières premières, pièces de rechange ; équipement...) est sans aucun doute fort révélateur d'aggraver davantage les importations pour parvenir à contribuer au taux de croissance de 7% que s'est fixé le gouvernement pour la période 2015-2019 ; Il n'y a

pas une stratégie économique claire, car il s'agit de regarder la réalité en face pour se rendre compte que 54 ans après l'indépendance notre pays vit toujours d'une économie rentière à 98% des hydrocarbures. L'Algérie devra redéfinir sa politique économique si elle compte atténuer son déficit fortement excessif et réduire sa dépendance à l'égard des hydrocarbures. On pourrait avancer qu'il y a peu de marge de sécurité à moyen terme dans la mesure où la chute des prix du baril n'est pas près de prendre fin dans les nouvelles mutations énergétiques mondiales.

Le monde économique a complètement changé à l'heure de la globalisation de l'économie et de la finance au moment même où notre développement économique souffre de problèmes majeurs. L'Algérie doit engager rapidement une des batailles décisives ; celle donc de passer à une économie productive non rentière. Cette transition économique doit aller de pair avec la transition énergétique et la transition culturelle au sens d'un projet de modernité.

Aussi, nous considérons que l'Algérie doit mobiliser ses compétences, ses forces vives et ses institutions pour mener la réflexion autour de ces transitions.

Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique dans le cadre de notre article : **Quels sont les impacts de la volatilité des prix des hydrocarbures sur le financement du développement et les leviers fondamentaux de rupture pour la mise en œuvre d'une économie émergente en Algérie ?**

Notre problématique est subdivisée en plusieurs questions directrices :

A la fois pour survivre dans un environnement international concurrentiel et pour une diversification de l'économie d'une part et d'autre part, le passage d'une économie de rente à une économie émergente en Algérie nécessite la mise en œuvre d'une stratégie par les pouvoirs publics.

- **Quelles sont les raisons de la baisse du cours des hydrocarbures ?**
- **Quels sont les effets induits par cette baisse sur l'économie algérienne ?**
- **Quels sont les leviers fondamentaux de rupture pour la mise en œuvre d'une économie émergente en Algérie ?**

Autant de questions qui sous-tendent la problématique afférente au thème de notre communication. Pour résoudre cette problématique ; nous avons émis un certain nombre d'hypothèses.

Nos hypothèses :

L'hypothèse principale de notre communication est la suivante :

-L'existence de la rente pétrolière si elle n'est pas utilisée à bon escient constitue un frein au développement de la stratégie d'entreprise et par ricochet à la diversification économique du pays. La liquidation de la rente signifie tout simplement qu'il n'y a plus rien à accaparer car l'Etat n'aura plus rien à donner. C'est à ces conditions que peut intervenir dans les faits le changement de paradigme vers une économie diversifiée et compétitive.

Notre hypothèse principale est subdivisée également en plusieurs sous-hypothèses directrices :

-Plusieurs raisons peuvent expliquer la baisse du cours des hydrocarbures au niveau mondial.

-Plusieurs impacts de la baisse du cours du pétrole ont eu des effets sur l'économie algérienne

-Les leviers à mettre en œuvre sont nombreux. Il s'agit des mesures à court, moyen et long terme, et ce, pour une dynamisation de l'économie algérienne et pour une alternative économique et sociale : il s'agit du passage de l'économie de rente à une économie émergente en Algérie.

Les objectifs de notre article :

-Il s'agit pour nous de mettre en relief un message central. Si les pays développés ont réussi à asseoir leur domination et diversifier leur économie ; c'est grâce à la stratégie. D'où la nécessité pour l'Algérie d'opérer les changements nécessaires et attendus de manière à constituer une économie émergente, compétitive, moins dépendante du secteur des hydrocarbures. Une économie susceptible de satisfaire de manière durable les besoins de la population et de lui garantir un standard de vie comparable à celui des pays émergents. De rompre avec les méthodes de travail dépassées et les visions restrictives à court terme, pour se lancer dans la réflexion stratégique, seule façon de pouvoir s'adapter au contexte d'économie de marché et pour une diversification de l'économie nationale, loin de la dépendance des hydrocarbures.

-Il s'agit également de démontrer que la diversification de l'économie, la construction de l'économie de marché et la mutation de l'économie capitaliste dans laquelle s'insère l'économie algérienne dictent aux entreprises de faire prévaloir la culture afférente à la gestion stratégique.

Toutefois, cette culture ne saurait être effective ; si certains paramètres bien définis ne sont pas mis en place ; entre autres ;

-Des réformes économiques efficientes. ; Un environnement institutionnel et économique adéquat ; L'adaptation du système bancaire et financier aux nouvelles règles de l'économie de marché ; Au rôle dévolu à l'entreprise : la création de richesse et la diversification de l'économie ;

-Une politique des ressources humaines qualifiantes ; L'émergence d'un système d'enseignement performant ; Une économie fondée sur la connaissance ; Un développement harmonieux des rapports entre le système de formation et la sphère économique ; Une mise à niveau des entreprises, des banques et de toutes les institutions ; Une amélioration du climat des affaires.

Méthodologie :

En vue de répondre aux différentes questions de notre problématique et vérifier nos hypothèses, nous avons eu recours à la technique documentaire qui nous a permis d'exploiter différents ouvrages, documents, journaux pour faciliter notre recherche ayant trait au thème de notre article. Dans ce cadre, nous développerons également nos analyses personnelles sur le thème en question. Notre « coupure épistémologique » nous permettra de formuler des solutions et des recommandations quant à l'émergence de notre économie et pour une diversification de l'économie algérienne loin de la dépendance des hydrocarbures.. Nous tenterons en fait de développer certains apports personnels quant à la concrétisation effective pour une efficience de l'économie nationale.

Notre réflexion dans le cadre de notre contribution à travers cet article tourne autour des deux axes suivants :

- ✚ Les causes de la baisse du cours des hydrocarbures et les effets induits sur l'économie algérienne
- ✚ Les leviers fondamentaux de rupture pour le passage d'une économie rentière à une économie émergente en Algérie.

Notre conclusion générale mettra en exergue:

- ✚ Une synthèse récapitulative de nos principaux résultats et nos convictions y afférentes.

I) Les causes de la baisse du cours des hydrocarbures et les effets induits sur l'économie algérienne :

Plusieurs raisons peuvent expliquer la baisse du cours des hydrocarbures, nous tenterons dans ce cadre de les mettre en lumière.

1) Aspects succincts sur les causes de la baisse du cours des hydrocarbures :

1.1) La crise de l'économie mondiale :

Le ralentissement des pays émergents : Brésil, Inde et surtout la Chine dont le ralentissement se répercute sur toute l'économie mondiale. En effet, la croissance mondiale est restée globalement faible, cette faiblesse risque de perdurer en 2017. L'Inde qui est présentée comme le prochain relais de la croissance notamment par l'agence internationale (AIE) à la place de la Chine n'est pas en mesure selon certains experts d'assumer ce rôle pour le moment. La décision récente de la dévaluation de la monnaie chinoise peut être le signe précurseur d'une grave crise mondiale future. Dans la mesure où l'on ne s'est pas attaqué aux fondamentaux de la crise à savoir la suprématie de la sphère financière spéculative sur la sphère réelle. A ce déséquilibre offre/demande s'ajoute la surproduction par rapport à la demande ou existe un grand écart entre l'offre mondiale et la demande mondiale. Toutefois, et d'après certains experts la surproduction mondiale reste de l'ordre de 350 millions de barils si l'on considère uniquement l'état des stocks des pays de l'OCDE. Résorber cette surproduction demanderait une réduction nette de production de l'ordre de 1 million de barils par jour pendant un an en supposant que la consommation mondiale demeure inchangée. Cependant, le FMI ne cesse de revoir à la baisse ses prévisions de la croissance économique mondiale. Dans ce cadre, on peut s'attendre à ce que la tendance de la demande mondiale de pétrole soit progressivement revue à la baisse durant l'année 2017. Aussi, cet état de fait, risque d'être un facteur supplémentaire qui contribuera à plomber davantage le prix du pétrole.

1.2) L'introduction du gaz / pétrole de schiste américain qui bouleverse toute la carte énergétique mondiale :

L'introduction du gaz/ pétrole de schiste américain a bouleversé toute la carte énergétique mondiale étant passé de 5 millions de barils/j de pétrole à 8,5 et selon les experts à plus de 10 millions de barils/ jour. Les dernières découvertes technologiques aux USA ont permis donc aux compagnies

américaines d'exploiter le pétrole et le gaz de schiste et de venir ainsi concurrencer les autres producteurs.

1.3) Les rivalités au niveau de l'OPEP :

Bien que cette organisation ne représente que 33% de la production mondiale commercialisée, 67% se faisant hors OPEP ; Ajouter à cela la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite (plus de 35% de la production OPEP) qui ne veut pas perdre ses parts de marché. Or à ce stade, on constate que l'Arabie Saoudite et les USA sont en mesure actuellement d'une certaine manière de peser sur l'offre mondiale et qui puissent à cet effet déterminer le prix planché. Cette baisse des prix et d'après les spécialistes rentre dans le cadre d'enjeux géostratégiques, notamment pour affaiblir la Russie et servir ainsi les intérêts stratégiques des américains et de l'Arabie Saoudite.

1.4) La stratégie expansionniste russe à travers le géant Gazprom :

La Russie a toujours profité de la baisse du quota OPEP pour prendre des parts de marché. En effet, les nouvelles canalisations pour servir le marché asiatique ont contribué dans une large proportion à la Russie de prendre des parts de marché conséquent. Aussi, la Russie continue de produire au maximum de son potentiel pour compenser non seulement la chute des prix, mais aussi le manque à gagner dues aux sanctions économiques et financière dont elle fait l'objet notamment des Européens.

1.5) Le retour de la Libye, l'Irak et de l'Iran sur le marché pétrolier mondial :

Le retour sur la marché de la Libye (800 000 barils/ j) et pouvant aller vers plus de 2millions baril/jour., de l'Irak avec 3, 7 millions de barils/jour et surtout de l'Iran qui déversera plus d'un million de barils/jour et pouvant aller jusqu'à quatre, à cinq million de barils/J d'exportation dès 2017/2018. En effet, l'Iran par exemple s'apprête à augmenter sa production suite à la levée des sanctions qui la frappaient à hauteur d'abord d'un demi million de barils par jour, puis d'après les experts à 1 million de b/j et pouvant aller jusqu'à 4 à 5millions de b/J à l'horizon 2017 et 2018. Les experts pétroliers soulignent dans ce cadre, que l'Iran possède 160 milliards de barils de pétrole et 34 000 milliards de mètres cubes gazeux traditionnels (deuxième réservoir après la Russie) a besoin de financement pour reconstruire son économie.

1.6) Les nouvelles découvertes dans le monde :

Les nouvelles découvertes dans le monde en Afrique, en Amérique Latine, en Asie notamment en off shore en Méditerranée Orientale, 20 000 milliards de mètres cubes selon les experts peuvent expliquer également les tensions.

1.7) Les perspectives horizons 2017/2020 :

Les perspectives en question ont pour objectif stratégique de renforcer l'efficacité énergétique grâce à une transition énergétique maîtrisée avec d'importantes résolutions lors de la rencontre à Paris sur le réchauffement climatique. D'après un rapport établi par la CIA et cité par des experts dans le domaine : le réchauffement climatique est considéré comme une menace pour l'humanité et ce dès 2030 qui implique une économie d'énergie d'environ 20%, horizon 2020 et 30% horizon 2030.

1.8) Les tendances sont à un nouveau modèle de consommation énergétique :

Les spécialistes de l'environnement souligne la nécessité pour préserver la planète terre de mettre en valeur d'autres sources d'énergie, le solaire par exemple d'où la nécessité d'une transition énergétique. Cette transition nécessitera une consommation énergétique reposant sur les énergies renouvelables. Cet état de fait, conduira à la baisse à plus ou moins long terme à la baisse des prix.

1.9) Les guerres en Irak et en Syrie :

L'occupation des champs pétroliers et gaziers notamment en Irak et les écoulements au marché noir du pétrole (un baril entre 30/40dollars) a conduit quelque peu à la diminution du cours du pétrole.

1.10) L'évolution des cotations du dollar et de l'euro :

Le dollar risque de plomber les cours du pétrole. En effet, la hausse des taux d'intérêt du dollar par la réserve fédérale américaine dope le dollar, ce qui risque de diminuer les cours de l'or noir. Tout renchérissement du dollar rend le pétrole qui est d'ailleurs libellé en dollar plus cher pour les investisseurs munis d'autres devises. Ce qui mécaniquement, réduit la demande de pétrole. Le dollar dont la force nuit aux échanges pétroliers car ils sont libellés en cette monnaie renforce donc les spéculations².

Après avoir mis en évidence succinctement les différentes causes de la chute du cours des hydrocarbures, nous tenterons de mettre en exergue ci-dessous les impacts de la baisse des prix sur l'économie algérienne.

2) Les effets induits de la baisse du cours des hydrocarbures sur l'économie algérienne :

2.1) L'impact sur les réserves de change :

Les réserves de change de l'Algérie risquent de diminuer rapidement et ce, eu égard à la baisse des prix du pétrole. Pour rappel, et selon les experts, le déficit commercial enregistré au cours des sept premiers mois de l'année 2016 a atteint 11,93 milliards de dollars. Le taux de couverture des importations par les exportations est ainsi passé à 56% contre 70% au cours des sept premiers mois de l'année 2015. Aussi, pour résorber le déficit commercial, l'Algérie n'aura pas d'autres choix que de puiser dans ses réserves de change. Si, cette situation était appelée à durer dans le temps avec toujours la morosité des marchés pétroliers et la léthargie des autres segments de l'économie nationale, les prévisions de la banque mondiale de voir les réserves de change atteindre 60 milliards de dollars à l'horizon 2018 risquent de se réaliser. Toutefois, les prévisions des pouvoirs publics dans ce domaine indiquent un seuil minimum de 100 milliards de dollars de réserves de change d'ici 2019.

2.2) L'impact sur le niveau du fonds de régulation des recettes:

Les ressources de l'épargne publique accumulées au cours de la dernière décennie au sein du fonds de régulation des recettes (FRR)/ fondent comme neige au soleil. Selon les données du

Ministère des finances, le recours aux ressources du FRR à induit le prélèvement de pas moins de 1200 milliards de dinars durant les neuf premiers mois de l'année 2015. Le FRR étant alimenté par le surplus de fiscalité non budgétisée au delà d'un prix à 37 dollars. Il est à souligner dans ce cadre, l'ampleur du choc induit par la baisse des cours du brut et qui a entraîné une baisse de près de 50% des revenus d'exportation de l'Algérie. Certains économistes algériens prévoient que le FRR s'épuise en 2017 si la chute des prix de l'or noir s'accroît. A cet effet, l'organisation des pays exportateurs de pétrole veut un cours du pétrole compris entre 50 et 60 dollars le baril. La réunion d'Alger sera importante à plus d'un titre, il est à souligner qu'une réunion informelle entre les 14 membres de l'OPEP et des pays non membres dont la Russie doit se tenir en marge du forum internationale sur l'énergie à Alger³.

2.3) L'impact sur la valeur du dinar :

Corrélié à 70% aux réserves de change via les hydrocarbures qui est passé de 76 dinars début 2014 pour un dollar à 105 dinars et près de 117 dinars un euro le 18 aout 2015.

Les spécialistes affirment que cette dépréciation est due essentiellement à la chute du prix des hydrocarbures qui a entraîné en 2 ans, la perte de plus de la moitié des revenus de l'Algérie en devises. Il est évident que dans une économie extravertie en matière de flux économique et intrants, toute réduction des capacités de paiement extérieurs du pays entraîne, de facto, une réduction de la contre valeur en devise accessible pour sa monnaie locale ou avec cette monnaie, d'où le principe de la dévaluation. La banque centrale ne pouvait donc maintenir la valeur du dinar au-dessus du prix d'équilibre de son modèle de calcul, d'autant que les fondamentaux de l'économie du pays avaient baissé depuis juin 2014. Elle devait ainsi intervenir, en réaction à la chute des recettes en dinar de la fiscalité pétrolière et à l'envolée de la valeur des importations. En variation annuelle, le dinar s'est fortement déprécié contre les principales devises. Il est à rappeler qu'en juin 2016, la monnaie nationale a touché son plus bas niveau historique à 110 DA pour un dollar. Il est important, dans ce cadre, la reprise en main de la valeur de la monnaie nationale grâce à la combinaison par exemple de mesures administratives et économiques. A ce titre, les autorités financières en Algérie peuvent instaurer deux taux de change multiple : un pour les produits de première nécessité et un autre pour le reste des importations par exemple ; en accord bien sur avec les instances internationales dont le FMI.

2.4) L'impact sur le rythme de la dépense publique et du budget :

Etant donné que nous avons une économie mono-exportatrice (les hydrocarbures), aussi, la conséquence la plus grave de l'effondrement des cours de l'or noir va s'exercer sur le budget.

Dans ce contexte de crise énergétique internationale, le temps est venu de préparer une nouvelle politique budgétaire sur une conception dynamique de l'offre pour libéré notre pays de sa forte dépendance des hydrocarbures. L'Algérie à l'instar des pays émergent est amenée à s'adapter. Les dépenses budgétaires restent en liaison avec l'évolution du prix du baril de pétrole sur le marché international et par conséquent, il faut une redéfinition du cadre budgétaire en faveur d'une meilleure gestion des

finances publiques plaidant la règle d'or budgétaire. Aussi, sur le plan des réductions budgétaires, il va falloir faire des arbitrages. Plusieurs secteurs seront impliqués : Le BTPH, la santé, l'éducation. D'après certains experts en la matière, c'est la dernière année (2016) ou on peut financer le déficit avec le FRR, ce qui fait que les arbitrages pour 2017 seront plus tendus y compris avec le rebond des hydrocarbures autour de 48, 49 dollars. Pour réduire le déficit budgétaire, il va falloir également se pencher sur la politique de subvention. Les marges de manœuvre du gouvernement peuvent se rétrécir, dans ce cas, les réformes budgétaires sont nécessaires, le développement de financements alternatifs est tout indiqué. Le secteur privé doit jouer un rôle dans ce cadre, un secteur privé qui peut produire de la richesse et qui permet de rattraper la situation. La rationalisation s'impose, sans pour autant réduire l'effort d'investissement.

2.5) L'impact sur la politique de subventions et des transferts sociaux :

Plusieurs réformes doivent être mises en œuvre, notamment la redistribution sociale qu'il faudrait revoir à travers un programme de transfert monétaire direct au profit des plus démunis. Il est nécessaire d'entamer une augmentation progressive et différencié des prix des biens et services subventionnés du fait que les subventions consomment environ 30% du budget de l'Etat Selon le dernier rapport du FMI , il est recommandé à l'Algérie ce qui suit :

La suppression par étapes l'essentiel de ses subventions généralisés et de les remplacer par un programme de transfert monétaires ciblant les ménages à faible revenu. L'Etat pourrait ainsi consacrer davantage de dépenses aux infrastructures, à l'éducation et à la santé par exemple , ce qui pourrait stimuler la croissance et l'emploi ; Le FMI préconise également, pour éviter un dérapage de la réforme, la création d'un mécanisme de fixation des prix d'équilibre fondé sur des règles, par exemple en corrélant systématiquement les prix intérieurs des produits énergétiques aux cours mondiaux ; Le FMI estime également que les prix bas de l'énergie ont entraîné une progression rapide de la consommation d'énergie dans le pays. Par conséquent, l'Algérie exporte moins de pétrole et de gaz, ce qui provoque une diminution des recettes budgétaires et une aggravation de la pollution. Les fortes subventions à certains produits encouragent également la contrebande vers les pays voisins. Le FMI souligne également, que les subventions ont un coût élevé en Algérie, ce qui s'avère problématique à

une période où le pays enregistre des déficits budgétaires record à la suite de la chute des cours pétroliers mondiaux.

2.6) L'impact sur le niveau d'inflation :

Le niveau d'inflation est actuellement compressé par les subventions et les transferts sociaux pour 60 milliards de dollars, soit 27/28% du PIB selon certains économistes algériens. Le dérapage du dinar gonflera forcément le coût de l'ensemble des entreprises, donc sur le prix final, si l'on veut éviter la faillite de ces entreprises se pose alors le problème des prix subventionnés. La prise en compte des subventions publiques dans les prix de certains produits de large consommation fausse toute la donne, et produit de l'inflation par injection de fonds dans la société par le truchement des subventions qui souvent prennent des chemins autres que ceux initialement prévus. Il est à souligner également dans ce cadre, que du moment que notre taux d'intégration ne dépasse que rarement la case conditionnement et que le gros des produits consommés est constitué de produits finis directement importés, toute dévaluation du dinar entraîne à moyen terme une flambée des prix intérieurs, mais qui aura une incidence sur le pouvoir d'achat local. Il faut arriver à une logique économique universelle, qui fait que chaque chose à son prix, le travail y compris, et on aura de vrais emplois pour de vraies dépenses à de vrais prix.

2.7) L'impact sur le niveau de créations d'emplois et de la croissance :

Le niveau de création d'emploi peut être impacté par la chute du cours des hydrocarbures. Cet état de fait, peut conduire à des tensions sociales. Les emplois rentes sont plus importants que les emplois productifs et qui gonflent d'ailleurs artificiellement le taux de chômage : pléthore de personnel dans les administrations, sureffectifs dans les entreprises publiques, emplois temporaires. Par ailleurs, le rapport sur les perspectives économiques mondiales publié par FMI en date du 14 avril 2015 indique clairement une baisse de la croissance en Algérie. Le rapport insiste sur la nécessité de la poursuite des réformes structurelles parallèlement au rééquilibrage budgétaire pour abandonner les modèles antérieurs d'une croissance entraînée par les dépenses publiques financées par la rente pétrolière et la nécessité également d'accroître la productivité dans le secteur privé hors pétrole. Le défi consistera à promouvoir la diversification de l'économie et à permettre au secteur privé de devenir un

moteur de croissance, tout en encourageant la création d'emploi dans le secteur privé.

Nous avons donc tenté de mettre en relief d'une part les raisons de la baisse du cours des hydrocarbures et les différents impacts sur l'économie nationale.

Quels sont donc les leviers fondamentaux de rupture à mettre en œuvre en Algérie pour une diversification de notre économie nationale et le passage d'une économie rentière à une économie émergente ?

II) Les leviers fondamentaux de rupture pour le passage d'une économie rentière à une économie émergente en Algérie :

Nous tenterons de mettre en exergue d'une manière générale quelques leviers qui nous semblent importants pour mettre l'économie algérienne sur les chemins de la diversification économique, de la croissance et pour la réduction de sa dépendance à l'égard des hydrocarbures, et ce à travers ces entreprises, ces institutions, ces universités, et ces banques.

1) La variante du syndrome Hollandais : le mal qui ronge l'économie algérienne en général et l'entreprise en particulier :

Il serait utile de revenir sur l'histoire des grands échecs économiques, les cas édifiants de la banqueroute espagnole et du syndrome hollandais, ces étranges contre-performances générées par l'excès de ressources financières provenant de ressources naturelles ou coloniales. Dans le cas de l'Espagne, en augmentant plus vite que la production ne pouvait suivre, l'offre facile de la monnaie avait provoqué au XV siècle à l'économie espagnole et à celle de toute l'Europe une première crise inflationniste⁴. Plus récemment dans les années 30, après la découverte du pétrole et de gaz en mer du nord, en essayant de s'assurer sa sécurité énergétique et profiter en même temps de l'afflux des devises, l'économie de la Hollande a tant souffert de sa soudaine richesse. D'où l'appellation « syndrome hollandais ». Ce mauvais exemple de gestion des richesses naturelles, devenu emblématique, avait affecté les économies de Russie, de la Chine et les monarchies du Golf. Mais ces Pays s'en étaient rendu compte à temps pour avoir changé leur politique de développement à travers la création d'entreprise ou la stratégie est le maître mot. Dans le cas de l'Algérie où la monnaie provenant exclusivement du pétrole, l'économie a capitulé sur son propre marché intérieur par l'importation à outrance de toutes les

malfaçons et contre façons du marché du monde et sur les marchés extérieurs. L'essentiel du commerce est fondé exclusivement sur les importations des biens. C'est un signe révélateur que ce mal du siècle c'est-à-dire le syndrome hollandais s'est installé le plus confortablement dans l'économie algérienne. Au niveau économique ; l'injection de la monnaie (la rente pétrolière) sans contrepartie productive provoque une inflation, outre qu'elle déséquilibre le système de prix et l'affectation optimale des ressources⁵.

1.1) Peut-on tirer des enseignements des expériences réussies des politiques économiques adoptées par les Pays émergents (BRICS) ?:

La valorisation du produit était au centre des préoccupations et des débats sociopolitiques au plus haut niveau des Etats depuis qu'on a découvert, il ya une vingtaine d'années, que l'efficacité économique par la valorisation des productions nationales sur la base de leurs spécificités est pratiquement la seule dynamique qui permet d'encadrer la vision du développement durable et limiter les effets de la mondialisation. Les acteurs sont encouragés à s'organiser autour de la production de richesses à partir de l'adaptation des savoir-faire aux marchés, de la maîtrise des coûts de production et de la capacité à produire des offres collectives ou la stratégie d'entreprise est le leitmotiv quotidien.

1.2) La nécessité d'annihiler la variante du mal hollandais en Algérie pour l'émergence d'entreprises performantes :

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Or, pour produire autre chose que du pétrole et du gaz, l'Algérie a besoin d'importer le savoir-faire technologique des pays développés. Quels sont les moyens capables de permettre un tel transfert de technologie ?

Effectivement, la sortie de l'économie de la rente exige de l'Algérie la diversification de ses activités productives, laquelle est impossible sans savoir faire technologique approprié. Les autres pays conditionnent leurs contrats à des transferts de technologie et de savoir faire, l'Algérie multipliait les importations et les contrats avec les pays étrangers sans aucune condition. Donc, s'il n'ya pas eu transfert technologique, c'est principalement à cause du manque de vision et d'organisation.

.Désormais, l'Algérie ne doit plus importer, sans se poser la question de savoir quelle est la part de transfert dont il est possible de bénéficier.

Dans un contexte de mondialisation caractérisé par l'exacerbation de la concurrence dans tous les domaines, le capital humain est un avantage certain. Dès lors il faut définir l'offre éducative en fonction de la demande. Et le meilleur moyen de répondre à cette demande est de permettre non seulement aux entreprises privées de contribuer à l'offre, mais aussi de donner la liberté de choix à la demande. Il faut donner aux algériens la liberté de choisir l'établissement qui répond le mieux à leurs exigences et aspirations. Les experts dans le domaine énergétique ne cessent de nous prévenir sur les dangers qui guettent l'économie algérienne trop dépendante d'une rente non renouvelable. Si nous subissons une réduction drastique des prix ou un épuisement des réserves ou les deux en même temps, alors que nous n'avons aucun plan de rechange ? Certes, nous avons des ressources en devises pour garantir quatre années d'importation. Nous allons puiser sur le fonds de régulation pour financer les déficits budgétaires internes ; Par la suite, nous allons nous endetter. On aura recours à des

Coupes budgétaires drastiques dans tous les domaines. Nous aurons alors des remous sociaux ingérables. L'après pétrole risque de nous heurter plus rapidement que prévu, nous serons cinquante millions dans un peu plus d'une décennie. Les besoins et les anticipations des citoyens sont énormes.

1.3) L'inadaptation du système bancaire et financier en Algérie ; une contrainte ardue qui entrave la stratégie des entreprises en matière d'investissement et de diversification de l'économie :

Une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose⁶. Les banques sont au cœur de l'économie. Pour faire face à ce défi, les banques doivent mettre en place des stratégies. Face à leur position centrale dans l'économie ; la relation banque- entreprise revêt une importance d'autant plus grande qu'elles mettent en présence deux partenaires d'un poids économique non négligeable. Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché

financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réformes et la relance de la croissance sur des bases saines et durables et donc sur la culture de la gestion stratégique dans les entreprises.

2) L'efficience institutionnelle ; Une nécessité vitale pour l'émergence d'une culture stratégique et entrepreneuriale : Les points qui suivent tentent d'expliquer l'importance de l'efficience institutionnelle.

2.1) La bureaucratie un mal qui détruit l'économie algérienne et ne permet pas sa diversification :

Nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Cette lenteur devient un véritable moyen de pression sur l'individu. Nombre de droits acquis par les individus sont ainsi neutralisés par l'appareil bureaucratique⁷. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau. La bureaucratie étouffe un pays ; lorsqu'un certain nombre de conditions existent. La première est de loin la plus importante est l'absence de management dans nos institutions administratives. On ne travaille pas avec des plans, des procédures, des évaluations de résultats, des tableaux de contrôle ; les personnes sont mal payés, démotivées. L'économie de marché nécessite des fonctionnaires experts et non des bureaucrates.

2.2) Les perspectives pour l'entreprise algérienne en matière de stratégie et de diversification de l'économie :

2.3) Les entreprises algériennes sont-elles « réformables » ? :

Les pays émergents qui ont enregistré les meilleures performances comme l'Inde ou la Chine ont su mettre en œuvre une stratégie de développement et donc de réforme tenant compte de leurs spécificités respectives. Aujourd'hui il va de soi que l'Algérie doit également choisir son propre modèle de développement en adoptant une stratégie de réformes en conséquence.

L'Algérie se retrouve actuellement dans une position délicate. Un développement économique, soutenu n'est possible que s'il existe de bonnes institutions, c'est-à-dire des institutions capables d'instaurer un environnement favorisant la création de richesses.

3) Le développement des ressources humaines en Algérie : Un chantier vital pour inculquer la culture du management stratégique dans les entreprises et mettre l'économie sur le chemin de la diversification et de la croissance hors hydrocarbures :

3.1) Les facteurs clés de succès :

Le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi⁸. Les deux facteurs clés de succès de réussite des entreprises et des nations demeurent l'intelligence humaine et l'information⁹. En Algérie, les ressources nationales allouées au développement humain de même que son management qualitatif sont loin d'être satisfaisants. Ceci explique la faiblesse et la stagnation de la productivité dans notre pays. Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive. En Algérie, il faut que les institutions publiques et les entreprises adoptent de nouveaux styles de management. Rien ne sert de qualifier hautement ses ressources humaines et les injecter dans des institutions sous-gérées. Nous produirons alors des frustrations et des conflits au lieu d'améliorer les performances. Tant que le retard dans le domaine des ressources humaines perdure, aucune stratégie économique ne peut nous permettre de décoller. Nous sommes encore une économie qui ne sait pas transformer la rente en richesse nationale durable. En économie, les phénomènes de rattrapage permettent des accélérations formidables. La Corée du Sud a rattrapé en quarante années plus d'un siècle de retard. Ceci demeure possible, mais les préalables sont nombreux. Les firmes qui définissent et appliquent des politiques de valorisation, de ce seul potentiel aux possibilités illimitées, arrivent à rehausser sans cesse leur niveau de performance¹⁰. Il est absolument vital et urgent de concevoir un plan Marshall de mise à niveau de nos ressources humaines dans deux directions : recycler l'ensemble des citoyens opérationnels, et moderniser l'ingénierie pédagogique afin de rehausser les standards de formation au rang mondial. Mettre l'homme au centre de l'activité économique à la fois comme prémisses de l'action et comme finalité de toute l'activité économique, tel devrait être le souci

permanent de toutes les personnes engagées dans la fonction ressources humaines¹¹.

3.2 : La refonte du système de l'enseignement supérieur : condition Sine qua non pour l'émergence d'un management efficient :

La faiblesse de son management constitue l'une des plus graves contraintes à laquelle l'entreprise algérienne doit faire face. Qu'elle soit publique ou privée, son histoire ne lui a pas permis de bâtir des compétences managériales à la hauteur des exigences de compétitivité d'aujourd'hui. La faiblesse du management de l'entreprise algérienne la rend particulièrement fragile, incapable de se positionner solidement sur les marchés concurrentiels. Surmonter cette difficulté passe par la remise en question du dispositif actuel de formation en gestion. En effet, la réforme de l'enseignement supérieur doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes nationales, pour diverses raisons : Les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur ; à l'instar des meilleurs du monde. Le secteur de l'enseignement supérieur est appelé à former au niveau des standards internationaux les futures générations, mais également à recycler l'ensemble des personnes en activité, dans tous les secteurs. L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde. Aussi ; les pouvoirs publics doivent prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible, et la diversification de l'économie sera un vœu pieux¹².

3.3) L'enseignement supérieur et sa relation avec la sphère des activités économiques :

L'examen des stratégies adoptées par les Pays émergents à croissance durable révèle que ces dernières ont réservé une place importante à l'intelligence économique et aux médias dont la forte implication a été à l'origine de nouvelles formes de stratégies et de pratiques industrielles et commerciales (anticipation sur les produits ou services et de conquêtes de marchés extérieurs). La situation qui prévaut en Algérie, tous secteurs confondus, révèle que l'économie fondée sur la connaissance (EFC) évolue dans un contexte qui accorde encore peu d'importance à l'analyse et au

traitement des causes profondes de son retard. La réflexion sur ce sujet devrait commencer par l'identification et le traitement des inerties qui font que les composantes productives d'une part, scientifiques et technologiques d'autre part se côtoient sans passerelles consolidées et donc sans véritable synergie. La contrainte principale identifiée réside dans la faible émergence de la demande en innovation de la part des entreprises. Aussi, la promotion compétitive du secteur productif ne saurait être assurée en l'absence d'un plan d'actions à moyen et long terme conçu par les entreprises, dûment validé par les pouvoirs publics et la communauté scientifique et universitaire aux fins de soutien financier public d'une part et d'accompagnement scientifique d'autre part¹³.

3.4) L'économie fondée sur la connaissance (EFC) un défi politique et social : nécessité d'une prise en charge commune de l'EFC par les systèmes d'éducation et de formation et les acteurs économiques et sociaux :

Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels. A ce titre les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après –demain avec les emplois qui vont avec. C'est pour cette raison que cette dimension devra d'abord être intégrée très en amont à la politique de l'éducation et de la formation des pouvoirs publics en tant que composante essentielle disposant d'instruments appropriés. L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises- recherche. La mise à niveau des entreprises doit concerner à la fois l'appareil productif et les ressources humaines de plus en plus qualifiées pour y relever leur niveau technique (maîtrise de l'informatique) et managériale (langues étrangères, techniques de communication et de marketing).

4) Les autres leviers fondamentaux de rupture pour la mise en œuvre d'une gestion stratégique et la diversification de notre économie nationale :

Nous tenterons de mettre en lumière d'une manière générale certes, les autres leviers fondamentaux pour une efficience de l'économie algérienne et une croissance hors hydrocarbures capable de faire émerger notre économie loin de la dépendance des hydrocarbures à l'instar d'ailleurs des pays asiatiques : Malaisie, Vietnam, Corée du Sud...

4.1 : Couper le cordon de la rente :

L'Etat devrait inscrire dans la constitution un échancier planifiant la fin de l'allocation de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat et une refonte de la politique fiscale et budgétaire qui prépare la transition vers la fin de la rente. La rente pétrolière n'a pas permis l'émergence d'une économie nationale productive, diversifiée, efficace et intégrée. La crise en Algérie est la crise dont la rente est le rapport social dominant¹⁴.

4.2 : Mettre en relief une stratégie économique cohérente pour simplifier l'environnement de l'entreprise et améliorer le climat des affaires :

Dans ce cadre, nous préconisons ce qui suit :

Libéralisation de l'acte d'investir, il doit être libre et n'est soumis à aucune autorisation ou agrément ; Le lancement d'entreprises « champions économiques ». Ces champions bénéficieront du soutien effectif des pouvoirs publics en phase de démarrage. Création d'une banque d'investissement spécialisée dans le développement de la PME/PMI.

En matière d'investissement directs étrangers (IDE) abandonner la règle des 51/49 appliquée systématiquement. Les pouvoirs publics doivent afficher les branches ou filières considérées comme stratégiques ou la partie algérienne est obligatoirement majoritaire. Nous pouvons citer comme exemple : L'énergie, les hydrocarbures, le transport.....Implanter de nouvelles zones industrielles le long de l'axe autoroutier Est-Ouest ; Spécialiser les zones industrielles par types d'activités en favorisant l'intégration vers l'amont, notamment par une synergie entre agriculture et l'industrie ; Réformer en profondeur le système de régulation et d'encouragement de l'acte d'exportation ; Le climat des affaires et l'environnement de l'entrepreneur au sein de l'économie algérienne sont reconnus pour être des freins à l'efficacité et à la compétitivité des

investisseurs et des producteurs ; Les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses ; En matière de financement des entreprises favoriser les prêts à long terme pour les projets d'investissement ; Favoriser le développement bancaire pour atteindre les normes régionales et internationales en la matière ; Moderniser le régime des changes avec l'instauration d'un marché à terme de la devise, organiser et lancer dans la pratique les opérations d'installation d'agents de change ; Dynamiser la bourse d'Alger afin de stimuler l'entrée des entreprises publiques et privées. Engager une stratégie industrielle de soutien aux secteurs émergents, aux exportateurs, aux secteurs pourvoyeurs d'emplois ainsi qu'aux entreprises innovantes ; Redéfinir la politique commerciale des taux de change qui soit en ligne avec la stratégie industrielle¹⁵.

4.3 : Mesures d'organisation économique ou d'ordre institutionnel :

Revoir le fonctionnement des chambres de commerce et adaptation de leurs statuts au contexte économique actuel ; La mise sur pied d'un véritable pacte de croissance ;

Revoir certaines formes d'organisation institutionnelle afin d'asseoir les bases d'une politique cohérente en direction du monde des entreprises ; Reformuler de manière fondamentale le rôle de l'Etat, revoir la gouvernance et les capacités des institutions économiques ;

Mettre l'entreprise au centre du processus de conception, de décision et d'évaluation de programmes économiques ; La dépénalisation dans les faits des actes de gestion dans les entreprises publiques économiques et dans les banques ; Engager une réforme de décentralisation économique poussée en faveur d'administrations économiques régionales à compétence élargie ; Développement de la Relation banque-entreprise.

4.4 : Réduire le champ de l'informel :

L'informel est profondément enraciné dans la société algérienne. L'inefficacité de la lutte contre l'informel et la contrefaçon est perceptible à travers la prolifération d'activités de commerce¹⁶. Le secteur informel est puissant en Algérie. Il y a lieu de prendre des mesures urgentes avec des réponses concrètes aux besoins des personnes qui agissent dans ce secteur ; Refonte des politiques du marché du travail pour encourager l'emploi formel ; Mise en place d'une stratégie nationale d'incitation à la

formalisation de l'économie ; Réforme en profondeur du système de registre de commerce ; Modernisation et la mise à niveau du système national d'information économique ; Recours aux nouvelles technologies de L'information dans le suivi des activités du secteur privé ; Simplifier et débureaucratiser la relation entre le citoyen et l'administration¹⁷.

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre article ; nous tenterons succinctement de mettre en évidence : une synthèse récapitulative de nos principaux résultats et nos convictions. Notre recherche a été bâtie sur un processus de réflexion reposant sur deux démarches : Une démarche positive et une démarche normative.

A) La première dite positive:

Elle a pour objectif l'analyse des causes de la baisse du cours des hydrocarbures et les conséquences y afférentes sur l'économie algérienne. Il s'agissait pour nous donc de situer un message central qui est le suivant : Si les Pays développés ont réussi à asseoir leur domination et diversifier leur économie, c'est grâce à la stratégie. D'où la nécessité pour l'Algérie d'opter pour des réformes urgentes car les marges de manœuvre se rétrécissent. L'Algérie peut réaliser la transition hors hydrocarbures dans le cadre des valeurs internationales d'où la nécessité absolue de la bonne gouvernance La variante algérienne du syndrome Hollandais s'est imposée en Algérie et n'a pas permis le développement d'entreprises et de banques efficaces, il faut fermer les robinets de rente afin de créer un effet de concurrence et faire émerger un tissu performant de PME et PMI et mettre ainsi en place une économie émergente loin de la dépendance des hydrocarbures.

B) La démarche normative :

Cette démarche a pour objet la recherche de solutions adaptées aux spécificités du contexte algérien. En fait, en se basant, sur les causes de l'échec identifiées dans la démarche positive, on a tenté d'approfondir l'analyse dans une perspective de recherches de solutions adaptées aux besoins de l'économie algérienne et d'autre part de formuler des recommandations permettant d'atténuer les contraintes et les facteurs de blocage qui caractérisent l'économie algérienne en général et ce, à travers les leviers fondamentaux de sortie de crise.

Aussi, nous pensons que la démarche positive et la démarche normative ont répondu à la question centrale de notre problématique et aux questions directrices.

C) Nos convictions :

L'Algérie est confrontée à des défis majeurs. La poursuite et la réussite des réformes impliquent un environnement favorable. Dans ce cadre, il est clair que la dynamisation et la modernisation de toutes les institutions et des entreprises constituent, incontestablement, des défis qui interpellent l'Etat. Les couches rentières ne peuvent que périr en tant que telles, si le mode de production basée sur la rentabilité, la productivité, la réflexion stratégique, le développement des ressources humaines, l'économie fondée sur la connaissance...parvient à assurer sa reproduction autonome et à asseoir sa domination. L'opposition des couches rentières à tout changement qualitatif se retrouve alors dans la pratique de la fuite en avant ou l'import –import constitue l'unique activité économiquement et financièrement viable et que toute culture stratégique risque de mettre un terme à leur intérêt. Les rentiers ont horreur que la reproduction matérielle de l'ensemble de la société repose sur le travail ou la stratégie, l'efficacité, la science, le management moderne, l'économie fondée sur la connaissance constituent des mots d'ordre. Il faut avoir présent à l'esprit que l'économie de l'Algérie est fortement dépendante des revenus tirés de l'exploitation des hydrocarbures (98% des recettes en devises). Cette situation placerait le pays dans une situation fragile si des politiques radicales d'atténuation des effets de changements climatiques se focaliseront essentiellement sur des limitations en termes de recherche et de production d'hydrocarbures du fait des pertes de revenus que cela engendrerait inévitablement¹⁸. On peut développer une économie émergente, loin de la dépendance des hydrocarbures. Cependant, nous estimons que l'existence de la rente constitue un frein. La liquidation de la rente est une donnée impérative. C'est à ces conditions que peut intervenir dans les faits le changement de paradigme vers une économie de marché compétitive créatrice de valeur économique puis de valeur tout court et loin encore une fois comme nous l'avons souligné de la dépendance des hydrocarbures. Mais les tenants de la rente le permettront ils ? La question reste posée.

Références bibliographiques :

¹ Abaci M'hamed , La transition économique en Algérie. Quotidien national d'information Liberté du 29 mars 2015.

² Abderrahmane Mebtoul , Les raisons de la baisse du cours des hydrocarbures et les impacts sur l'économie nationale. Quotidien national d'information le Quotidien d'Oran du 19 aout 2015.

³ Abderrahmane Mebtoul sur les raisons de la baisse du cours des hydrocarbures et les impacts sur l'économie nationale. Quotidien national d'information le Quotidien d'Oran du 19 aout 2015 .

⁴ Mekideche. M (2000) : L'Algérie entre économie de rente et économie émergente. Dahlab Editions ; Alger, p 45.

⁵ Ouchouchi M (2014) : Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie. Editions Declic : Bedjaia (Algérie) , p 297.

⁶ Mihoubi S (1998) : L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques . OPU ; Alger, p 37.

⁷ Benbakhti O (2005) : L'Etat, l'entreprise et le management en Algérie. Editions Dar El Gharb, Oran, p 40.

⁸ Rezig A (2006) : Algérie, Brésil, Corée du Sud. Trois expériences de développement. OPU ; Alger ; P 127.

⁹ Lamiri. A (2013) : La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie Algérienne ; Chihab Editions ; Alger ; p 45.

¹⁰ Lamiri A (2003) : Management de l'information, redressement et mise à niveau des entreprises. OPU, Alger, p 6.

¹¹ Lacono G (2004) : Gestion des ressources humaines. Casbah Editions ; Alger , p 10.

¹² Seghier S : Livre blanc sur l'entreprise. Quotidien national d'information Liberté du 20 juin 2012.

¹³ Rouadjia A : Repenser l'université ou notre manière de voir et d'agir. Quotidien national d'information El Watan du 16 juin 2012.

¹⁴ Bendib R (1995) : Rente pétrolière et crise de l'ordre rentier en Algérie ; OPU, Alger, p 35.

¹⁵ NABNI B. , Les 10 propositions de sortie de crise. Quotidien national d'information El Watan du Lundi 2novembre 2015.

¹⁶ Grim N (2012) : Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions ; Alger, p 118.

¹⁷ NABNI B. , Les 10 propositions de sortie de crise. Quotidien national d'information El Watan du Lundi 2 novembre 2015.

¹⁸ Mekideche. M (2008) : L'économie algérienne à la croisée des chemins. Editions Dahleb , Alger, p 249.